



## Coopération Sud-Sud pour le développement

Distr. générale  
2 avril 2012  
Français  
Original : anglais

**Comité de haut niveau  
pour la coopération Sud-Sud**  
**Dix-septième session**  
New York, 22-25 mai 2012  
**Point 2 de l'ordre du jour provisoire\***

### **Examen des progrès accomplis dans l'application du Plan d'action de Buenos Aires, de la stratégie relative à la nouvelle orientation de la coopération Sud-Sud et du document final de Nairobi issu de la Conférence de haut niveau sur la coopération Sud-Sud\*\***

#### *Résumé*

Le présent rapport examine les tendances et les questions qui intéressent la coopération Sud-Sud pour la période allant de 2009 à 2011. Il le fait à l'intérieur du cadre établi par le Plan d'action de Buenos Aires de 1978, de la stratégie relative à la nouvelle orientation de la coopération Sud-Sud et du document final de Nairobi adopté en 2009 à la Conférence de haut niveau sur la coopération Sud-Sud. Il décrit les configurations bilatérales, régionales et interrégionales de la coopération entre pays en développement et l'appui fourni par les pays développés, puis étudie les activités du système des Nations Unies et relève le rôle important joué par la société civile et le secteur privé. Il est soumis en application de la décision 16/2 adoptée par le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud à sa seizième session en 2009.

\* SSC/17/L.2.

\*\* La présentation du présent rapport a été retardée en raison de la nécessité d'apporter des changements de dernière minute.



## I. Introduction

1. Les trois années allant de 2009 à 2011 couvertes par le présent rapport ont été décisives pour la coopération Sud-Sud. Pour la première fois dans l'histoire de l'économie mondiale, la plupart des pays en développement sont restés sur les rails de la croissance tandis que de nombreux pays développés s'enfonçaient dans ce que certains analystes ont appelé « la grande récession ». Ce contraste s'explique en partie par une vigoureuse demande intérieure dans les grands pays en développement et par le dynamisme des flux d'échange et d'investissement Sud-Sud. Beaucoup de pays en développement ont maintenant les moyens techniques et institutionnels voulus pour s'attaquer à une grande partie de leurs problèmes de développement. Il existe dans chaque région des centres d'excellence qui ciblent les domaines nécessaires pour entretenir la croissance économique et le développement et qui deviennent de plus en plus fréquemment des plates-formes de coopération Sud-Sud.

2. Le potentiel de la coopération Sud-Sud n'a jamais été aussi grand; les pays en développement représentent la très grande majorité de la population mondiale et possèdent la majeure partie des terres arables et des matières premières de la planète; ils devraient apporter près de 60 % du produit intérieur brut (PIB) mondial d'ici à 2030<sup>1</sup> et l'extrême pauvreté a diminué de moitié dans l'ensemble du monde en développement. Les rapports révèlent pourtant qu'environ un milliard de personnes vivront encore sous le seuil de la pauvreté (c'est-à-dire avec moins de 1,25 dollar par jour) en 2015 et que le changement climatique continue d'affecter de manière disproportionnée les communautés et les pays pauvres.

3. Dans ce contexte, l'appui à la coopération Sud-Sud et triangulaire fourni par les pays développés, la société civile et le secteur privé s'est intensifié afin de relever les défis qui appellent une action mondiale collective et de saisir les perspectives offertes par la coopération Sud-Sud, comme on le verra plus loin. En particulier, les pays développés ont dans certains cas intégré la coopération Sud-Sud dans leur cadre général de politique étrangère.

4. Le présent rapport examine les progrès accomplis durant la période 2009-2011 dans l'application du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement, de la stratégie relative à la nouvelle orientation de la coopération Sud-Sud et des recommandations contenues dans le document final de Nairobi issu de la Conférence de haut niveau sur la coopération Sud-Sud. Il s'appuie sur la teneur des récents rapports publiés par l'ONU et d'autres organisations multilatérales, dont les informations ont été présentées aux réunions des coordonnateurs des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, ainsi que sur les analyses techniques pertinentes. Les tendances et les initiatives décrites dans le rapport illustrent la vitalité actuelle des interactions Sud-Sud.

---

<sup>1</sup> Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Perspectives du développement mondial 2010 : le basculement de la richesse* (2010).

## II. Contexte et tendances au niveau mondial

5. L'échange de connaissances Sud-Sud entre des pays confrontés à des difficultés comparables est de plus en plus considéré comme un outil utile pour faciliter le renforcement des capacités et l'innovation. Durant la période considérée, des organisations comme l'Institut de la Banque mondiale et l'Institut coréen de développement ont conduit des évaluations pour déterminer l'impact de leurs programmes d'échange de connaissances Sud-Sud. Ces exercices ont livré des éléments empiriques montrant l'efficacité de l'échange des connaissances mais ont aussi fait apparaître un certain nombre d'enseignements et de mesures à prendre pour améliorer à l'avenir la conception et la gestion des programmes dans ce domaine<sup>2</sup>.

6. La croissance sans précédent enregistrée par les grands pays en développement et la reconsidération radicale de la place faite à la coopération Sud-Sud sont intervenues dans un contexte mondial d'extrême instabilité et de crise qui a touché tout l'hémisphère Nord. Les pays du Sud ont maintenu une croissance annuelle moyenne de 4,8 % au cours de la dernière décennie et ont affiché de belles performances ces quelques dernières années, malgré la récession économique mondiale de 2008. Pour la seule année 2010, le taux de croissance annuelle moyenne a été de 7,3 % dans les pays en développement et émergents, et de 5,7 % dans les pays les moins avancés. La production économique combinée des pays du Sud a représenté 45 % du PIB mondial dans cette même année.

7. En 2010, la part des pays en développement et de la Communauté d'États indépendants dans le commerce mondial a atteint le niveau record de 45 % des échanges mondiaux, contre 24 % en 1960. La part du commerce Sud-Sud est passée de 12 % à 22 % du commerce mondial entre 2005 et 2009, et elle devrait augmenter avec la conclusion du Cycle de négociations de São Paulo sur le Système global de préférences commerciales, qui facilitera les échanges Sud-Sud.

8. Les grandes promesses de la coopération Sud-Sud sont manifestes dans les pays les plus dynamiques – Afrique du Sud, Bangladesh, Colombie, Égypte, Indonésie, Iran (République islamique d'), Mexique, Nigeria, Pakistan, Philippines, République de Corée, Turquie et Viet Nam – qui ont un potentiel de croissance stable et solide et deviennent des destinations attrayantes pour l'investissement étranger. Les classes moyennes des pays émergents devraient compter quelque 1,2 milliard d'individus d'ici à 2030, contre environ 250 millions en 2000<sup>3</sup>. Dans la région Asie et Pacifique en particulier, les dépenses de consommation pourraient atteindre d'ici à 2030 quelque 32 000 milliards de dollars, soit 43 % de la consommation mondiale<sup>4</sup>.

9. Un autre trait notable de la période considérée est l'attention portée aux flux très substantiels de financement du développement dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Les pays en développement font valoir depuis longtemps que les flux financiers de la coopération Sud-Sud ne sont pas des aides au développement (APD)

<sup>2</sup> World Bank Institute, « Using (South-South) knowledge exchange for capacity development: What works in global practice? ».

<sup>3</sup> « Beyond the BRICs » (15 février 2011), consultable à l'adresse <http://www.fm-magazine.com/feature/depth/beyond-brics>.

<sup>4</sup> Shikha Jha et Peter McCawley, « South-South economic linkages: an overview », Banque asiatique de développement, Economics Working Paper Series, n° 270 (1<sup>er</sup> août 2011).

mais plutôt une manifestation de solidarité entre égaux. Or cette forme de solidarité a augmenté, ce qui a incité les analystes à essayer d'en comprendre la magnitude et l'impact sur le développement. En 2008, la Banque mondiale avançait une estimation de l'ordre de 12 à 15 milliards de dollars. Une étude réalisée par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU indique que les flux financiers Sud-Sud ont augmenté de 78 % entre 2006 et 2008. En 2009, le Comité d'aide au développement de l'OCDE a cité le chiffre de 7 milliards de dollars et préconisé un dialogue ouvert sur les partenariats sans conditions préalables.

10. La capacité des pays en développement à aller chercher de nouvelles possibilités de développement a été renforcée par la croissance spectaculaire des réserves de change nationales et des fonds souverains. En 2008, les réserves des pays en développement s'élevaient à 4 200 milliards de dollars, soit 150 % des avoirs des pays développés. À la fin de 2011, elles atteignaient déjà 7 000 milliards de dollars. Cet argent est investi pour l'essentiel dans des marchés monétaires étrangers peu rémunérateurs, mais des mesures sont prises pour en canaliser une partie vers les banques de développement régionales existantes ou de nouveaux établissements comme la Banque latino-américaine du Sud ou la future banque Afrique du Sud, Brésil, Chine, Fédération de Russie et Inde.

11. Les pays en développement ont connu récemment un afflux de travailleurs migrants, à telle enseigne qu'en 2011 ils abritaient la majorité des 241 millions de personnes vivant ailleurs que dans leur pays d'origine (contre 150 millions en 2000). En 2010, seul un migrant international sur trois a migré d'un pays en développement à un pays développé. Les envois de fonds des travailleurs migrants aux pays en développement ont bondi à 325 milliards de dollars (2010), soit le triple du montant total de l'APD. Des millions de travailleurs migrants, dont la moitié environ sont des femmes, travaillent sans être protégés par un quelconque accord intergouvernemental, mais quelques mesures correctives encourageantes se mettent en place alors que les gouvernements des pays en développement poursuivent leurs efforts de coopération dans ce domaine. Les gouvernements des pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes sont engagés dans divers accords d'intégration sous-régionale à veiller à l'égalité de traitement des travailleurs migrants. L'Organisation internationale pour les migrations a reconnu la nécessité d'engager une coopération Sud-Sud sur ces questions et a soutenu l'institutionnalisation plus poussée des consultations régionales.

12. De nouvelles perspectives d'expansion de la coopération Sud-Sud se sont ouvertes grâce à l'amélioration révolutionnaire de la connectivité dans et entre les pays en développement. Le pourcentage d'Africains utilisant des téléphones portables est passé de 2 % à 51 % dans la dernière décennie. Depuis 2009, le nombre d'utilisateurs augmente d'un vertigineux 26 % par an, et plus de 500 millions d'Africains sont maintenant sur des réseaux qui couvrent tout le continent. La fracture numérique subsiste en ce qui concerne les connexions haut débit, mais, grâce à la téléphonie mobile, le Sud engrange progressivement les dividendes de la connectivité, notamment les gains d'efficacité liés au commerce et à l'administration en ligne. L'un des bénéfices inattendus de l'amélioration des communications déjà visible dans les pays en développement est l'explosion de la sous-traitance de « microtravaux » à des contractuels, pour l'essentiel par Internet, mais aussi de plus en plus via les téléphones mobiles.

13. La coopération Sud-Sud est de mieux en mieux reconnue comme un outil propre à aider les pays qui sortent d'un conflit au moment où ils sont pressés de toutes parts de consolider et pérenniser la paix alors qu'ils manquent souvent cruellement de moyens pour répondre aux besoins prioritaires rapidement et efficacement. Des pays comme l'Afrique du Sud et le Rwanda, qui ont opéré leur transition vers une paix durable, ont une expérience et des savoir-faire précieux qu'ils peuvent partager et qui apportent un éclairage exceptionnel sur les environnements postconflit.

14. Les grandes puissances ont reconnu la nécessité de rééquilibrer les forums mondiaux en faisant en sorte que les pays en développement puissent mieux se faire entendre dans la gouvernance du monde. L'illustration la plus claire de ce repositionnement est l'évolution du Groupe des Vingt (G-20), créé en 1999 en tant que mécanisme consultatif Nord-Sud au lendemain de la crise financière asiatique. Après le déclenchement de la crise financière actuelle, les dirigeants du Groupe des Huit ont convoqué un sommet du G-20 pour coordonner les mesures à prendre et ont annoncé en septembre 2009 que le G-20 prendrait la place du G-8 comme principale instance de coordination économique internationale.

15. Le secteur privé n'a rien perdu de son importance vitale pour la coopération Sud-Sud dans toutes les régions. Les multinationales qui tirent l'économie mondiale ont largement contribué aux flux d'échanges, d'investissement et de technologie qui ont rendu les relations économiques Sud-Sud si dynamiques. Pourtant, les activités de certaines d'entre elles ont eu des effets préjudiciables plus marqués sur l'environnement naturel et elles tendent le plus souvent à creuser les inégalités économiques au sein des sociétés. En revanche, les petites et moyennes entreprises ont un impact généralement plus positif et créent des emplois et des richesses pour les communautés dans lesquelles elles opèrent.

16. Les organisations de la société civile restent engagées dans la coopération Sud-Sud à de nombreux niveaux et dans divers domaines, où elles font souvent œuvre de pionnier. Leur action est difficile à résumer en quelques mots du fait de la diversité de leurs engagements, dont les effets sont difficiles à quantifier.

17. Les organismes et institutions des Nations Unies continuent d'accompagner et promouvoir la coopération Sud-Sud sur un front large et diversifié. Ainsi que noté dans le rapport sur l'examen des rapports de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (SSC/17/2), les entités du système des Nations Unies ont durant la période considérée ici intégré la coopération Sud-Sud dans leurs politiques et programmes, accordé une place prioritaire à la gestion et à l'échange des connaissances pour le développement Sud-Sud, adopté des approches innovantes pour mobiliser des ressources, créé et renforcé les réseaux ainsi que les centres d'excellence du Sud. Pourtant, la cohérence et la coordination à l'échelle du système laissent à désirer.

### **III. Pays en développement**

18. Les bienfaits de la coopération Sud-Sud commencent à produire une transformation économique bien visible dans le groupe des 48 pays les moins avancés, qui comptent 880 millions d'habitants et affichent un revenu par tête inférieur à 1 dollar par jour. Bien que seules les Maldives soient sorties de la catégorie des pays les moins avancés durant la période considérée, la coopération

Sud-Sud a toutefois un impact à l'heure où les économies émergentes offrent aux PMA des possibilités de meilleur accès au capital, au financement du développement et aux technologies peu coûteuses. Le rapport 2011 de la CNUCED sur les pays les moins avancés confirme que l'investissement des pays en développement dans les pays les moins avancés est en augmentation, notamment en Afrique subsaharienne. Entre 2003 et 2010, la part de l'investissement direct étranger (IDE) des investisseurs du Sud est passée de 25 % à 40 %, tandis que le montant total des flux d'IDE vers les pays les moins avancés progressait en moyenne de près de 20 % par an.

19. Il est intéressant de noter que les pays les moins avancés unissent leurs forces pour promouvoir leur croissance économique et leur développement réciproques, avec l'appui d'organisations régionales et multilatérales. En août 2011, le Malawi, la Zambie et le Mozambique ont annoncé la réactivation du triangle de croissance Malawi-Zambie-Mozambique afin de stimuler et renforcer la croissance économique dans les zones peu performantes de leur territoire en collaborant pour atteindre des objectifs économiques complémentaires. Initialement lancé en 2000, le triangle de croissance est calqué sur le modèle de l'initiative du bassin du Mékong en Asie du Sud, et il accentue l'intégration régionale par le biais de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de l'Accord de libre-échange tripartite de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE).

20. Le Programme d'action 2011-2020 pour les pays les moins avancés, adopté à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés tenue à Istanbul en 2011, a rappelé la nécessité de la coopération Sud-Sud pour surmonter les problèmes structurels qui entravent le développement, et s'est fixé pour objectif de sortir au moins la moitié des pays les moins avancés de cette catégorie d'ici à 2020. La réussite sera en partie fonction du renforcement des liens de collaboration entre les pays les moins avancés et les pays en développement plus avancés, de manière que les pays les moins avancés aient les capacités productives voulues pour participer concrètement au commerce et à l'investissement Sud-Sud.

21. Dans chaque région, les pays grands et petits ont conclu d'autres arrangements bilatéraux ou conventionnels dans un cadre de coopération Sud-Sud. Ces initiatives témoignent d'une volonté croissante de faire de la coopération Sud-Sud un impératif politique et économique.

22. Les pays du Sud ont accéléré leur intégration régionale et créé des mécanismes de renforcement de leurs capacités à travers des plans d'action assortis de délais et d'arrangements coopératifs spécialisés concernant les accords de libre-échange, les monnaies communes et le développement des infrastructures. Par ailleurs, les pays en développement s'intéressent de plus en plus aux innovations scientifiques et technologiques et à la gestion des connaissances comme moyen de faciliter et stimuler le commerce et l'investissement. Des questions transfrontières telles que la gestion des eaux et autres ressources naturelles partagées, les pandémies et les préoccupations écologiques prennent une importance croissante à l'heure où les pays s'emploient à gérer et conserver leurs ressources partagées aux niveaux sous-régional et régional.

## A. Afrique

23. L'Union africaine a été la plus visionnaire et la plus ambitieuse de toutes les entreprises régionales de coopération Sud-Sud. Elle a créé le cadre dans lequel un marché commun africain pourra se constituer par intégration progressive de huit communautés économiques sous-régionales existantes. Trois d'entre elles, à savoir le COMESA, la CAE et la SADC, s'emploient déjà à mettre en place une zone de libre-échange tripartite afin d'accélérer la marche vers l'intégration régionale et la création d'un espace commercial régional commun.

24. Les flux d'IDE vers l'Afrique ont atteint le niveau record de 73 milliards de dollars en 2008 mais sont retombés à 54 milliards de dollars en 2010 et 2011, après la crise financière. Les tendances actuelles laissent toutefois présager une remontée de l'IDE en Afrique, qui pourrait atteindre 150 milliards de dollars d'ici à 2015. Si cette reprise résulte de l'intensification des échanges et des flux d'investissement Sud-Sud entre pays du Sud et pays émergents, à commencer par le Brésil, la Chine et l'Inde, les analystes ont noté la montée en puissance de « lions africains » hautement performants tels que l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Égypte, la Libye, le Maroc, Maurice et la Tunisie (avant le « printemps arabe ») qui affichent de meilleurs résultats que le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde et la Chine (les BRIC) depuis 2008 en termes de PIB par tête. Cinq pays d'Afrique – Afrique du Sud, Algérie, Égypte, Maroc et Nigeria – apportent 60 % du PIB du continent, et le PIB d'autres pays, tel l'Angola, a augmenté de 13 % par an dans les 10 dernières années<sup>5</sup>.

25. Qui plus est, les investissements des pays émergents en Afrique ont plus que doublé dans les 10 dernières années, avec 240 nouveaux projets en 2010 contre 100 en 2003, soit un taux de croissance annuel de 13 %. L'Afrique du Sud a promu la coopération pour le développement par le biais de son Fonds Renaissance africaine et coopération internationale et a annoncé en 2011 la création de l'Agence sud-africaine de développement destinée à soutenir des projets de développement en Afrique. Les deux tiers des fonds sud-africains pour la coopération Sud-Sud sont décaissés par l'intermédiaire du Fonds Renaissance africaine, 17 % par le biais de l'Union africaine et 7 % via le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et la SADC.

26. L'action à mener pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement a incité les pays et les organisations d'Afrique à privilégier des domaines stratégiques tels que l'éducation, la science et la technologie. En mars 2010, les ministres des sciences du Conseil ministériel africain sur la science et la technologie réunis en Égypte ont annoncé la Décennie de la science en Afrique (2011-2020), qui vise à maintenir la science et la technologie en haut de l'agenda politique africain. De plus, six années de consultations sur le projet d'université panafricaine ont débouché en décembre 2011 sur un accord portant création de cinq centres d'excellence répartis sur tout le continent, qui se spécialiseront dans la formation et la recherche de troisième cycle.

<sup>5</sup> Boston Consulting Group, « The African challengers: global competitors emerge from the overlooked continent » (2010).

27. La sécurité alimentaire a acquis une nouvelle dimension avec les avancées technologiques qui promettent d'accroître la production agricole. La SADC a créé le Centre de coordination de la recherche et du développement agricole pour l'Afrique australe en juillet 2011 en vue de promouvoir la recherche et les nouvelles technologies et de renforcer les liens entre les institutions agronomiques de sa région. Le Centre coordonnera l'exécution du Programme SADC multipays de productivité agricole et fournira des fonds pour des recherches coordonnées qui profiteront aux petits paysans et exploitants agricoles de la région.

28. En dépit de ces tendances positives et d'améliorations notables, un certain nombre de difficultés persistantes ont bridé les efforts de développement des pays de la région. Le manque d'infrastructures a été le principal facteur d'entrave à l'expansion du commerce intra-africain. Selon une étude de la CNUCED publiée en 2009, l'amélioration des infrastructures physiques et une baisse de 50 % des coûts de transport pourraient quintupler le volume des échanges et contribuer à accentuer l'impact des nouveaux partenariats que forment les pays africains avec d'autres pays du Sud.

29. Par ailleurs, les exportations africaines dans le reste du monde concernent depuis des années essentiellement des matières premières comme le pétrole, ce qui n'a pas stimulé la croissance de l'emploi. Le phénomène est maintenant exacerbé par la demande croissante de produits de base sur les marchés asiatiques. Durant la période 1995-2009, environ 80 % des biens exportés d'Afrique en Chine étaient des matières premières, avec une part du pétrole supérieure à 50 %. Le commerce intra-africain est en revanche beaucoup plus équilibré, puisqu'il couvre aussi bien les carburants que les produits primaires non pétroliers, les denrées alimentaires et les biens manufacturés.

30. L'un des nouveaux traits de la coopération Sud-Sud a été la prise à bail de vastes étendues de terres par des entreprises du Sud et du Nord, dont des entreprises publiques, à des fins de cultures alimentaires. La pratique semble avoir décollé lors de la crise alimentaire de 2008 et s'inspire de la formule des grandes fermes modèles initialement conçues pour transférer des technologies. Les militants de la société civile, en particulier en Afrique, parlent de surexploitation des populations et des ressources locales par les entreprises en question et exigent une surveillance et des directives pour garantir que toutes les opérations sont équitables.

## **B. Asie**

31. Malgré les conflits et les tensions qui l'agitent ici et là, l'Asie reste bien présente dans la coopération Sud-Sud au niveau mondial grâce en grande partie aux politiques et programmes de la Chine, de l'Inde et des États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Tout en s'efforçant d'approfondir l'institutionnalisation de la coopération Sud-Sud, le continent asiatique s'engage très activement dans la coopération intrarégionale dans sa partie orientale, et interrégionale dans sa partie occidentale. Les initiatives intrarégionales ont misé sur une intégration économique porteuse de coopération politique et de développement. Les arrangements interrégionaux ont ciblé essentiellement les liens économiques.

32. Les institutions régionales, notamment celles qui sont tenues par un calendrier d'intégration et de mise en place d'un marché commun, ont influé sur les efforts

déployés pour renforcer la coopération et en particulier consolider les institutions. En Asie, les 10 pays membres de l'ASEAN ont raffermi leur projet de communauté économique à l'horizon 2015 en adoptant le Plan directeur de 2010 pour la connectivité de l'ASEAN afin de promouvoir les connexions et les communications physiques et institutionnelles et de resserrer les liens entre les peuples de la région. De plus, janvier 2010 a marqué l'entrée en vigueur officielle de l'Accord de libre-échange ASEAN-Chine. Les réussites économiques de l'ASEAN ont été étayées par une ouverture politique croissante institutionnalisée dans des processus consultatifs avec les pays d'Asie et des autres régions, comme le montre le Forum régional de l'ASEAN, qui réunit chaque année des partenaires du monde entier.

33. L'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) compte huit membres. Au cours de la période considérée, tous les pays de la région ont eu des gouvernements démocratiquement élus, une première depuis la fin de l'ère coloniale il y a plus de 60 ans. De plus, les relations entre les deux plus grands pays de ce groupe ont amorcé un dégel; on parle maintenant commerce et coopération accrue, ce qui laisse espérer que l'ASACR parviendra à mieux tirer parti des efforts qu'elle a déjà déployés pour renforcer les institutions et établir des normes par le biais d'accords et de conventions. Au sommet du vingt-cinquième anniversaire, les membres de l'ASACR ont pris note du concept de « bonheur national brut » défendu par le Bhoutan, qui vise notamment à soutenir le développement centré sur l'élément humain, thème du sommet.

34. Les États du Golfe, dont l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït et le Qatar, sont devenus d'importants fournisseurs d'aide au développement Sud-Sud, avec une contribution de 2 milliards de dollars par an en ce qui concerne l'Arabie saoudite. Dans le cas de la Ligue arabe et du Conseil de coopération du Golfe, la coopération intrarégionale a grandement pâti des divers conflits qui sévissent dans la sous-région, de sorte qu'elle s'est réorientée vers les initiatives de coopération interrégionale. On notera que l'Afrique comme l'Amérique latine sont devenues des destinations d'investissement pour les pays du Golfe et l'effort d'élargissement des relations politiques se poursuit. Le Sommet des pays arabes et sud-américains qui se tient depuis 2005 a favorisé le commerce interrégional et la connectivité des deux régions s'est considérablement accrue; il y a maintenant des vols directs entre Doubaï et Rio de Janeiro. Les liens avec les pays africains se sont eux aussi beaucoup améliorés, et Doubaï devient un important point de transbordement par lequel transitent quelque 10 % des exportations et importations africaines, alors que des entreprises arabes s'emploient à aménager des ports en eaux profondes en Afrique.

35. Ainsi qu'indiqué plus haut, de nombreux pays asiatiques tels que l'Arabie saoudite, la Chine, l'Indonésie, l'Inde, l'Iran, la Malaisie, Singapour, le Qatar, la Thaïlande et la Turquie sont associés à de multiples arrangements interrégionaux centrés sur le renforcement des liens économiques avec d'autres pays du Sud. On citera à titre d'exemple l'Inde, qui a une présence mondiale avec des programmes couvrant 168 pays. Le programme indien de coopération technique et économique et le Special Commonwealth Assistance for Africa Programme sont les principales agences de coopération. Sous leurs auspices, plus de 6 500 étudiants ont suivi quelque 200 cours de formation dans une série d'universités et d'instituts de gestion. Le Conseil indien des relations culturelles a accordé plus de 2 500 bourses à des étudiants étrangers dans le cadre de 21 programmes. Le Système de recherche et d'information pour les pays en développement, laboratoire d'idées indépendant sis à

New Delhi, promeut la recherche au service de la coopération Sud-Sud. Un cours de coopération Sud-Sud peut-être sans équivalent parmi ceux qui sont transposés en Afrique est proposé par le « collège aux pieds nus » à des femmes adultes, souvent illettrées, qui sont formées au métier d'ingénieur en énergie solaire. Dans le cadre du processus du Forum Inde-Afrique, l'Inde s'est engagée à créer 80 institutions de renforcement des capacités, par exemple un institut du commerce extérieur, un institut de planification et d'administration de l'éducation, un institut d'informatique, un centre de météorologie régionale, une aide à l'Université panafricaine des sciences de la vie et de la Terre, un institut d'agriculture et de développement rural et une académie de l'aviation civile. Les programmes humanitaires ont fourni des aides alimentaires, des soins médicaux et des transferts monétaires pour aider les pays touchés par des catastrophes naturelles. Le Gouvernement indien a également soutenu la coopération Sud-Sud en ouvrant des lignes de crédit d'une valeur de 8,5 milliards de dollars à 58 pays en développement, dont une tranche de 6 milliards de dollars a été réservée aux pays africains. En sa qualité de premier fabricant mondial de médicaments génériques, l'Inde a pris l'initiative de fournir à un prix abordable les antirétroviraux de première intention utilisés pour traiter les personnes vivant avec le VIH.

36. Au niveau planétaire, les interactions Sud-Sud de la Chine ont été un facteur majeur de protection de l'Afrique et de l'Amérique latine contre une grande partie des effets négatifs de la récession qui ont frappé les États-Unis et l'Europe. En 2009, la Chine avait déjà signé des accords de coopération Sud-Sud avec 45 pays africains et ses investissements cumulés en Afrique atteignaient 11 milliards de dollars en 2010. Par le biais du Fonds de développement Chine-Afrique, la Chine a alloué 700 millions de dollars à plus de 30 projets en Afrique, dans les domaines notamment de l'agriculture, de l'industrie, du bâtiment et de l'extraction minière. Les exportations chinoises dans les pays BRIC ont quadruplé entre 2006 et 2010, tandis que les importations doubleraient dans la même période. La zone de libre-échange Chine-ASEAN est maintenant la plus grande du monde, avec des échanges entre les deux régions qui dépassent les 350 milliards de dollars. L'objectif pour les échanges bilatéraux est de 500 milliards de dollars à l'horizon 2015.

37. La Malaisie et la Thaïlande ont élargi leurs programmes de coopération bilatérale et régionale Sud-Sud aux pays d'autres régions du monde. Le Programme malaisien de coopération technique a fourni une assistance Sud-Sud à 140 pays, et en 2010 la Malaisie a consacré 9 % de son revenu national brut à des activités de coopération Sud-Sud. En 2009, par l'intermédiaire de l'Agence thaïlandaise de coopération internationale pour le développement, la Thaïlande a dépensé 11 % de son revenu national brut au titre d'activités de coopération Sud-Sud, plus particulièrement pour la préparation aux situations de catastrophe, la santé rurale, l'irrigation et la lutte contre le paludisme. Singapour partage son expérience de la gestion du secteur public avec des pays d'Asie et d'Afrique.

38. La Turquie compte maintenant 26 bureaux de coordination des programmations dans 20 pays en développement d'Asie centrale, du Caucase, des Balkans, du Moyen-Orient et d'Afrique subsaharienne. L'Agence turque de coopération internationale et de développement (TIKA) a lancé de nombreux programmes pour renforcer les capacités locales de production alimentaire en Bosnie-Herzégovine et en Ouzbékistan. Au Kirghizistan et au Tadjikistan, la TIKA a aidé à mettre au point une nouvelle méthode de culture du coton qui augmente les rendements. Dans la région du Darfour au Soudan, elle a fourni des semences peu

coûteuses à 20 000 familles à faible revenu dans 12 villes pour leur permettre de récolter durablement des céréales, des fruits et des légumes.

### C. Amérique latine et Caraïbes

39. En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'intégration régionale et le renforcement des institutions ont progressé de concert, avec notamment des programmes conjoints et des réformes législatives destinées à faciliter la coopération, la migration et le commerce intrarégionaux. De plus, un certain nombre d'organisations sous-régionales cherchent activement des partenariats dans d'autres régions ainsi que des partenariats triangulaires pour stimuler la croissance économique par la mutualisation des connaissances et des données d'expérience.

40. L'idée d'union continentale a continué de mûrir dans la région depuis la signature, par les dirigeants du Marché commun du Sud (MERCOSUR) et de la Communauté andine, du Traité de 2008 portant création de l'Union des nations de l'Amérique du Sud, qui compte 12 membres. En 2010, au moment de l'entrée en vigueur du Traité, les institutions de l'Union des nations de l'Amérique du Sud commençaient déjà à prendre forme, avec notamment la nomination d'un secrétaire général et le lancement du chantier du bâtiment du secrétariat à Quito, ainsi que la création du Parlement d'Amérique du Sud à Cochabamba (Bolivie) et de la Banque du Sud à Caracas.

41. Les pays membres de l'Organisation des États américains (OEA) se sont engagés à atteindre une série d'objectifs collectifs appelés « Vision 20/25 : Sciences, technologie et innovation » pour impulser un développement technologique plus efficace et plus rapide dans la région. L'ambition générale est de promouvoir une culture de l'innovation technologique qui favorise les études scientifiques supérieures accessibles à tous dans l'ensemble de la région et donc d'encourager la coopération interaméricaine dans ce domaine. Par ailleurs, l'OEA et la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ont mis sur pied en concertation une Mission conjointe d'observation électorale pour superviser et surveiller les élections de 2010 en Haïti dans la perspective d'une transition démocratique pacifique en dépit de la myriade de difficultés économiques et sociales que connaît le pays.

42. Deux autres initiatives de coopération panrégionales ont vu le jour : l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) et la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes. L'Alliance bolivarienne, fondée en 2004 et comptant huit membres<sup>6</sup> et trois observateurs, a créé la Banque de l'ALBA en 2008 et une monnaie virtuelle, le sucre, utilisée essentiellement dans les opérations commerciales directes (d'un montant estimé à 216 millions de dollars pour 2011) entre membres du groupe. La Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes a été fondée en février 2010 au sommet de la CARICOM et du Groupe de Rio.

43. Malgré l'avalanche des crises politiques, économiques et sociales mondiales qui ont pénalisé une économie régionale lourdement tributaire du tourisme et freiné les efforts d'intégration de la région caraïbe, des résultats notables ont été obtenus,

<sup>6</sup> Les membres de l'ALBA sont les suivants : Antigua-et-Barbuda, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Équateur, Dominique, Nicaragua, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Venezuela (République bolivarienne du). Haïti, Sainte-Lucie et le Surinam ont un statut d'observateur.

avec en particulier l'harmonisation des politiques et des activités dans des domaines comme l'emploi, l'éducation, l'environnement, le changement climatique, la santé, le maintien de l'ordre et la sécurité régionale. La mise en place du Marché et de l'économie uniques de la CARICOM traîne en longueur mais des signes encourageants se dessinent, avec par exemple la libre circulation des travailleurs, des capitaux, des marchandises et des services dans la région. À titre d'exemple, les importations et exportations intrarégionales ont augmenté de 92 % et 200 %, respectivement, entre 2004 et 2008, quoique de façon inégale et erratique. La coopération Sud-Sud a avancé dans d'autres directions. Ainsi, l'Université des Antilles a réussi à aider la Banque interaméricaine de développement à créer le dispositif caraïbe régional de surveillance des maladies non transmissibles, qui a rendu son premier rapport annuel en 2011. Ce mécanisme innovant collecte et analyse les données nationales en vue d'améliorer la planification, l'exécution et le suivi de programmes et protocoles sanitaires relatifs aux maladies chroniques.

44. Comme les pays asiatiques, de nombreux pays d'Amérique latine – Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Mexique et Venezuela notamment – soutiennent des initiatives Sud-Sud en direction de pays d'autres régions du monde. Ainsi, le Brésil participe à des projets de coopération Sud-Sud dans plus de 80 pays (voir A/66/717, par. 134) et a étendu ses liens économiques avec l'Afrique tout en lançant avec la Bolivie et le Paraguay des programmes de renforcement de la stabilité régionale. Ces sept dernières années, la composante financière de l'innovant programme de coopération Sud-Sud du Brésil a triplé, et le pays a partagé les acquis de son effort national de 10 années qui a lui a permis : a) de diminuer de 24 millions le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, soit une baisse de 66 %; b) de réduire la malnutrition de 25 %; c) d'accroître le taux d'éducation des adultes de 30 %; et d) d'augmenter le taux d'emploi de 25 %. Ces remarquables réussites sont le résultat de la politique brésilienne de faim zéro, qui a consisté à acheter des produits alimentaires aux petits paysans pour nourrir les enfants, les adolescents et les adultes nécessiteux et, par le biais du programme de la Bolsa Familia (allocation familiale), à donner de l'argent aux familles pauvres pour que les enfants restent en bonne santé chez eux et à l'école. Le Brésil partage aussi ses compétences en matière d'indépendance énergétique nationale et de production de biocarburants avec les pays d'Afrique subsaharienne, grâce à l'appui de la Banque africaine de développement.

## **IV. Pays développés**

45. Les pays développés se passionnent de plus en plus pour la coopération Sud-Sud depuis la tenue du troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (Accra, 2008) au cours duquel ils ont entériné la coopération Sud-Sud comme modalité efficace de renforcement des capacités. Dans le Programme d'action d'Accra, ils ont affirmé la nécessité d'échanger leurs données d'expérience avec les pays en développement, et en 2009 ils ont désigné à cette fin une équipe spéciale du Comité d'aide au développement de l'OCDE. L'équipe en question, qui est présidée par la Colombie, a compilé 110 études de cas sur la coopération Sud-Sud qui ont formé le socle des discussions d'une réunion tenue à Bogota pour préparer le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (Busan, République de Corée, 2011). Les participants au Forum de Busan ont estimé que la coopération Sud-Sud était un moteur essentiel de la coopération pour le développement, qu'elle

représentait une nouvelle forme de coopération, complémentaire de la coopération Nord-Sud, et qu'elle rendait l'aide classique au développement plus pertinente sur le plan culturel. Le G-20 a lui aussi affirmé avec force que la coopération Sud-Sud était un outil innovant pour favoriser le commerce, améliorer la sécurité alimentaire, accélérer la croissance, mobiliser les ressources nationales et bâtir les plates-formes de mutualisation des connaissances nécessaires pour accompagner et appuyer des initiatives mutuellement bénéfiques émanant de pays en développement.

46. Parmi les principaux pays de la coopération triangulaire, à savoir l'Allemagne, le Canada, l'Espagne, les États-Unis et le Japon, ces deux derniers pays ont le plus gros portefeuille de projets de coopération triangulaire, et cela dans toutes sortes de domaines. Signe de l'importance croissante accordée à la coopération Sud-Sud et triangulaire, les États-Unis, premier donateur d'APD dans le monde, ont pris en 2010 l'initiative extraordinaire d'énoncer la toute première Directive présidentielle sur le développement mondial, par laquelle le pays a affirmé sa détermination à appliquer un programme de développement « dynamique et volontariste » assorti des ressources correspondantes, à épauler les partenaires régionaux dont il a besoin « pour mettre fin aux conflits et combattre les réseaux criminels mondiaux », construire une économie mondiale stable et inclusive grâce à de nouvelles sources de prospérité et défendre la démocratie et les droits de l'homme. Dans le cadre de leur nouvelle approche, les États-Unis ont annoncé qu'ils s'employaient avec des partenaires à apporter un financement climat accéléré de près de 30 milliards de dollars durant la période 2010-2012 pour contribuer à répondre aux besoins des pays en développement en matière d'adaptation et d'atténuation des risques, notamment en déployant des technologies énergétiques non polluantes. De même, l'Union européenne a poursuivi son travail d'élaboration d'une politique de collaboration dans le cadre de la coopération Sud-sud et triangulaire, tandis que les pays développés ont cherché à intégrer les apprentissages croisés Sud-Sud dans les politiques et programmes d'aide.

47. Les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne ont conservé des liens forts durant la période considérée grâce notamment à l'Accord de Cotonou de 2003, qui promeut le dialogue politique et des arrangements financiers servant une vaste série d'objectifs de la coopération Sud-Sud. Par le biais du dixième Fonds européen (2008-2013), l'Union européenne s'est engagée à fournir environ 22 millions d'euros aux pays ACP, avec une tranche de 5,6 millions d'euros réservée au développement des infrastructures en Afrique.

48. Le renforcement des capacités continue de jouer un rôle majeur dans les arrangements de coopération triangulaire. En 2010, le Service européen de l'action extérieure de la Commission européenne a lancé l'initiative des centres d'excellence chimique, biologique, radiologique et nucléaire. L'idée est de renforcer les capacités de coopération au moyen de huit centres sous-régionaux implantés en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. De son côté, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) appuie un programme de gestion des risques de catastrophe et des effets du changement climatique qui réunit les petits États insulaires en développement du Pacifique et des Caraïbes. L'une des réussites majeures des deux initiatives a été la mise en place de réseaux de spécialistes hautement qualifiés capables d'aider la formulation de politiques et de prodiguer des conseils pour atténuer les risques.

49. La JICA reste un partenaire de développement majeur pour le Sud, avec 1 300 programmes d'aide à des pays en développement au profit de quelque 12 000 participants. Par le biais de l'Agence coréenne de développement international, la République de Corée a aidé 123 pays et consacré 1 168 millions de dollars à la coopération Sud-Sud en 2009, soit 12 % de son revenu national brut. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la République de Corée a également établi un centre Sud-Sud de concertation et d'apprentissage entre pairs dans le domaine de la science et de la technologie.

## **V. Système des Nations Unies et autres organisations multilatérales**

50. Les activités des fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies sont nombreuses et diversifiées. Celles qui concernent la coopération Sud-Sud sont trop nombreuses pour être décrites en détail dans le cadre du présent rapport. Les paragraphes qui suivent ne porteront donc que sur trois thèmes choisis qui sont à la fois nouveaux et importants pour l'avenir. L'un est celui de la place que les institutions et les programmes des Nations Unies accordent à la coopération Sud-Sud dans leurs politiques, non seulement en intégrant la modalité, mais aussi en la privilégiant. Les deux autres thèmes sont le recours croissant aux plates-formes Internet pour la mutualisation des connaissances et des données d'expérience et la création ou le renforcement des centres d'excellence du Sud dans les domaines thématiques stratégiques.

51. La visibilité de la coopération Sud-Sud en tant que processus stratégique apparaît de plusieurs manières. En 2009, la CNUCED a créé le Groupe de la coopération et de l'intégration économiques des pays en développement, qui doit présenter un important rapport sur la coopération Sud-Sud à la treizième session de la CNUCED (Doha, avril 2012). Durant la période considérée, la CNUCED a produit de nombreuses études analytiques sur la coopération Sud-Sud pour étayer les travaux des décideurs dans les domaines du commerce, de la finance et de l'investissement.

52. L'Organisation internationale du Travail (OIT) affirme que les modalités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire « tirent parti de l'avantage particulier de l'OIT que sont l'expérience et les connaissances de ses mandants tripartites, comme un moyen efficace de renforcement des capacités, de partage des connaissances, d'échange de données d'expérience et de nouvelles pratiques, ainsi que de coopération interrégionale ». Une note stratégique établie par le secrétariat de l'OIT indique que l'Organisation répondra aux « attentes explicites » en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire dans ses divers domaines de compétences avec un accent particulier sur « l'exploitation de l'expertise locale par le biais de réseaux spécialisés associant les mandants et les milieux universitaires, estimant qu'il s'agit là d'un moyen économique de renforcer l'appropriation des activités par les pays concernés ainsi que leurs capacités institutionnelles »<sup>7</sup>. Le Centre interaméricain de l'OIT pour le développement des connaissances en formation professionnelle s'y emploie déjà au moyen de sa plate-forme de mutualisation des

---

<sup>7</sup> OIT, Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire : Perspective (GB.313/POL/7), par. 6.

connaissances et de son réseau qui diffuse l'information, encourage l'échange des données d'expérience, facilite la formulation de politiques et crée des connexions entre les institutions publiques, les organisations internationales, les organisations des partenaires sociaux, les universités et la société civile.

53. L'une des initiatives du Secrétariat de l'ONU qui associe formulation de politiques et plates-formes Internet est le projet de création de la plate-forme en ligne CapMatch demandée par le Secrétaire général. Ce nouveau réseau devrait permettre d'apparier les besoins civils et les capacités de consolidation de la paix dans les pays sortant d'un conflit afin de partager les données d'expérience et les leçons apprises par les pays ayant traversé les mêmes épreuves.

54. La Banque mondiale a également trouvé de nouveaux moyens de soutenir la coopération Sud-Sud. Elle a par exemple créé en 2008 un fonds d'affectation spéciale multidonateurs baptisé Mécanisme Sud-Sud d'échange d'expériences. La Chine, le Danemark, l'Espagne, l'Inde, le Mexique, le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont promis de l'appuyer avec des contributions d'un montant d'environ 10 millions de dollars sur trois ans. La Banque mondiale a également organisé un séminaire en ligne sur le thème « Le potentiel Sud-Sud : un rôle de passeur mondial pour la Banque mondiale ». Les échanges ont porté sur les moyens à mettre en œuvre pour que les pays en développement deviennent des pôles de connaissances et assurer la participation des entités non étatiques, par exemple celles du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire.

55. Sur le plan opérationnel, les programmes des Nations Unies ont intégré la coopération Sud-Sud aux niveaux régional et interrégional. Le PNUD s'est employé à organiser des concertations Sud-Sud, conduire des recherches et des analyses sur les questions de politique et faciliter la formulation de schémas d'orientation. Il a cherché avant tout à mettre en place des centres d'excellence thématiques pour promouvoir la coopération Sud-Sud, par exemple le Centre international de politiques pour une croissance inclusive au Brésil, et dans d'autres pays comme la République de Corée et Singapour. Ces centres font des recherches pour déterminer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, cherchent des solutions, préparent des notes de réflexion et soutiennent la diffusion des connaissances et les réseaux, tout en accompagnant les forums de débat et de concertation. Le PNUD met actuellement au point une nouvelle stratégie institutionnelle de coopération Sud-Sud qui comprendra un modèle d'activité inédit et de nouvelles approches de la programmation. Il profite du rôle qui est le sien au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement pour faire avancer l'intégration de la coopération Sud-Sud dans les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement et dans les activités des équipes de pays des Nations Unies.

56. En 2008, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a ouvert le Centre international pour la coopération Sud-Sud dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation en Malaisie; il met sur pied un centre d'échange des meilleures pratiques pour faciliter le partage des données d'expérience. En septembre 2011, l'UNESCO a signé avec le Gouvernement du Nigeria un accord prévoyant la création d'un centre international de biotechnologie à l'Université du Nigéria; l'ouverture est prévue pour 2012. Par ailleurs, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le MERCOSUR ont signé un accord de coopération Sud-Sud pour six programmes de

partage d'information et de transfert de technologies au profit de l'Afrique (voir E/2011/112, par. 13).

57. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a inscrit la coopération Sud-Sud et triangulaire comme l'une des modalités essentielles de sa stratégie à moyen terme (2010-2013) et a désigné un coordonnateur pour en superviser l'application. Il élabore également des directives pour l'intégration dans la coopération Sud-Sud des meilleures pratiques environnementales en vigueur à l'échelle du système. Une plate-forme Internet actuellement au banc d'essai facilitera la mutualisation des connaissances et des meilleures pratiques en matière de conservation et de protection de l'environnement. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a établi des pôles de coopération Sud-Sud pour le développement industriel en Chine et en Inde ainsi que le Centre des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique au Cap-Vert.

58. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) travaille en étroite collaboration avec les organisations régionales et sous-régionales et partage un vaste éventail d'informations avec les pays en développement, notamment les meilleures pratiques en matière d'accompagnement social des enfants et des familles défavorisés. Aux termes d'un accord avec l'Organisation andine de la santé, il compte promouvoir l'échange d'apprentissages pour réduire la malnutrition chronique chez l'enfant. Un autre projet concerne le partage de l'information sur la santé infantile avec les pays des îles du Pacifique. L'UNICEF a mis en place le Réseau pour un monde digne des enfants dans les petits États insulaires en développement afin de faciliter les apprentissages croisés et les meilleures pratiques. Il a en outre contribué activement à la conclusion d'accords régionaux pour prévenir et combattre la traite des enfants et des femmes. À travers son programme Laços Sul-Sul, l'UNICEF a soutenu la coopération Sud-Sud pour l'échange d'information, la planification des projets et la collaboration stratégique autour de la question du VIH et du sida. Il a également coordonné la tenue en Chine, en novembre 2010, de la réunion de haut niveau sur la coopération internationale pour les droits de l'enfant dans la région Asie-Pacifique (voir E/2011/6, par. 35).

59. À la fin de 2011, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avait à son actif 47 projets de coopération Sud-Sud mobilisant 1 500 experts et techniciens agricoles. Plus récemment, dans le cadre de son alliance stratégique avec la Chine, elle a cosigné deux nouveaux accords tripartites entre la Chine et le Libéria et le Sénégal, respectivement, pour appuyer les projets de sécurité alimentaire, grâce à un financement de 30 millions de dollars provenant du Fonds d'affectation spéciale FAO-Chine. En vertu d'autres accords signés en 2010, des spécialistes vietnamiens fournissent une aide pour l'irrigation, la culture du riz, la pêche, l'apiculture et la transformation des aliments au Tchad.

60. L'Organisation de la coopération islamique (OCI), de même que ses diverses institutions, a continué de promouvoir la coopération Sud-Sud entre ses États membres dans les domaines économique, social, humanitaire et autres sphères apparentées, en application de son plan d'action décennal adopté en 2005. Elle s'est appuyée pour ce faire sur les examens gouvernementaux de haut niveau conduits lors de plusieurs réunions de niveau ministériel, concernant notamment les intérêts et le rôle des femmes dans le développement, la promotion du tourisme, l'amélioration des soins de santé, de la sécurité alimentaire et de l'agriculture et le développement des ressources en eau. De nouveaux domaines de coopération

méritent d'être signalés, par exemple pour les transports ferroviaires, le tourisme et l'amélioration de la culture et de la transformation du coton dans les États membres de l'OCI, ainsi que l'assistance humanitaire fournie aux États membres au lendemain d'un conflit intérieur ou d'une catastrophe naturelle.

61. À l'heure où les institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies redoublent d'efforts pour inscrire la coopération Sud-Sud dans leurs principes d'action et ouvrir sur la Toile des plates-formes de mutualisation des connaissances et des données d'expérience, le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud répond à leurs besoins en mettant à leur disposition les trois piliers de son architecture d'appui multilatéral afin de faciliter les interactions entre les partenaires que sont les gouvernements, les acteurs du secteur privé et la société civile et les centres d'excellence du Sud, comme l'ont demandé les États Membres dans le document final de Nairobi.

## **VI. Secteur privé et société civile**

62. Les entreprises transnationales jouent un rôle essentiel dans la coopération Sud-Sud et triangulaire car elles constituent les principaux agents des flux du commerce et de l'investissement. En Asie de l'Est et du Sud-Est, elles ont modelé les chaînes de valeur industrielles qui ont dopé les interactions Sud-Sud, et elles ont été dans toutes les régions les grands vecteurs de l'expansion des réseaux de téléphonie mobile. « L'essor du Sud » a donc été en grande partie le fait des multinationales. Les gouvernements leur ont facilité la tâche avec des politiques porteuses, des lois et des infrastructures essentielles, et des millions d'habitants des pays en développement en ont bénéficié.

63. Pourtant, comme l'a noté la CNUCED dans son rapport de 2011 sur le commerce et le développement, la crise économique actuelle a révélé les graves problèmes de l'entreprise mondialisée découlant des carences de « l'actuel système de gouvernance mondial, en particulier le système monétaire et financier international [...] les marchés déréglementés qui ont encouragé la spéculation excessive [...] et l'instabilité. [...] Ignorer cette réalité, c'est courir le risque d'une autre crise, peut-être plus grave encore ».

64. Les concertations intergouvernementales sur les questions politiques et économiques ont été étayées par des interactions beaucoup plus larges entre les individus, les groupes de la société civile et les entreprises. Les échanges d'étudiants, le tourisme, les plates-formes en ligne de mutualisation des connaissances et les réseaux électroniques ont produit un maillage sans précédent d'interactivité humaine entre pays en développement. Diverses autres activités de coopération ont augmenté l'interactivité dans divers secteurs.

65. Ces dernières années, des philanthropes privés ont énergiquement soutenu le développement des pays pauvres. La Fondation Bill et Melinda Gates a financé un certain nombre de projets phare dans les domaines de la santé et de la technologie. Elle s'est par exemple associée au United Kingdom Department for International Development et au Gouvernement indien pour mettre sur pied le programme de recherche sur la production agricole durable au service du développement international, qui a permis aux scientifiques d'étudier par exemple l'impact de facteurs de stress tels que le changement climatique et les nuisibles sur cinq grandes

cultures – manioc, maïs, riz, sorgho et blé – afin d’augmenter durablement les rendements dans les pays en développement.

66. Le Service national pour l’apprentissage industriel est une organisation brésilienne sans but lucratif qui illustre bien le potentiel considérable de la coopération entre une organisation de la société civile et une institution spécialisée. Fondé avec l’appui de l’OIT, il compte maintenant plus de 48 partenariats internationaux avec des établissements d’enseignement et des instituts technologiques dans 25 pays.

67. L’Union africaine est la seule organisation intergouvernementale à s’être dotée d’un Conseil économique, social et culturel consacré à la participation de la société civile. À la session inaugurale de la nouvelle institution, en 2008, le Président de l’Union africaine, le Tanzanien Jayaka Kikwete, a expliqué qu’il s’agissait plus ou moins d’un parlement de la société civile composé de représentants élus d’organisations des États Membres et des régions du continent.

68. De nombreuses organisations de la société civile incarnent et défendent avec constance la coopération Sud-Sud par leurs activités de conseil et d’appui. Bien qu’elles travaillent avec la plupart des gouvernements et avec chaque organe, institution et programme des Nations Unies, les structures consultatives sont rares, tout comme la documentation sur leurs activités. On voit par là que, au-delà des alliances de Gouvernement à Gouvernement, les partenariats renforcés qui associent la société civile et le secteur privé peuvent contribuer considérablement à élargir les choix des peuples à travers des initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaires.

## **VII. Conclusions et recommandations**

69. Comme le montre le présent rapport, la coopération Sud-Sud est entrée dans une ère prometteuse porteuse d’un énorme potentiel. Les pays en développement ont les moyens, l’expérience, les mécanismes consultatifs et la connectivité voulus pour affronter les questions mondiales fondamentales et opérer des changements historiques. Pourtant, rien n’est gagné d’avance : la planète est en proie à de multiples crises et si les pays développés et les pays en développement n’avancent pas de manière cohérente en direction d’objectifs communs, le résultat pourrait être une aggravation des crises qui pénalisera les générations d’aujourd’hui et de demain.

70. De nombreux pays en développement connaissent un essor économique accéléré, mais ils ne pourront conserver leurs acquis que si le système monétaire et financier international est reconfiguré de manière à mieux soutenir le développement par des politiques et des mesures qui accélèrent la réduction de la pauvreté et la création d’emplois décents, surtout pour les jeunes des pays développés et des pays en développement.

71. L’expansion du commerce et de l’investissement dans les pays en développement offre un formidable potentiel de développement durable pour réduire la pauvreté, remédier à la pénurie criante d’emplois décents et favoriser les transferts de technologie, des compétences de gestion et de toute une série de biens et services exclusifs. Pour parvenir à ces fins, les acteurs de la coopération Sud-Sud doivent être beaucoup plus stratégiques dans la définition et la poursuite de leur objectifs communs, et exploiter les outils dont ils disposent grâce à la révolution des

technologies de l'information et des communications de ces deux dernières décennies et qui leur permettent maintenant de surmonter les barrières géographiques et autres obstacles.

72. Alors que les taux de pauvreté diminuent partout dans le Sud, les gouvernements nationaux devront continuer d'investir dans la santé et l'éducation, la bonne gouvernance, les infrastructures et le développement du secteur privé en vue de réduire les inégalités dans et entre les sociétés. Les organisations de la société civile ont un rôle très promoteur de défenseurs efficaces de l'équité et des structures de gouvernance démocratique à tous les niveaux. Il faut créer des systèmes qui favorisent la participation de tous aux processus de développement, depuis les chefs d'entreprise et les militants associatifs jusqu'aux gouvernements et aux organisations internationales. Un tel système aurait une valeur inestimable pour reconfigurer l'architecture de la coopération internationale en y intégrant les intérêts mondiaux partagés dans le cadre d'un ordre mondial équitable et inclusif.

73. Les gouvernements des pays en développement devraient s'employer à stimuler leurs capacités productives en s'engageant aux côtés d'entrepreneurs du secteur privé et d'universitaires dans le cadre de partenariats Sud-Sud et triangulaires qui transformeront les connaissances issues des centres de recherche industrielle et des universités en des biens et services répondant aux besoins des peuples.

74. Les institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies créent sans cesse de nouvelles plates-formes virtuelles de partage des connaissances et des données d'expérience avec les pays en développement; elles devraient les intégrer dans une architecture mondiale de réseaux en ligne accessibles sans solution de continuité aux décideurs et praticiens du développement à tous les niveaux, afin de faciliter l'interaction entre tous les acteurs qui mettent la coopération Sud-Sud et triangulaire au service des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire. L'objectif stratégique de ce système interactif, qui mobilise à la fois la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, devrait être la promotion d'une mondialisation inclusive centrée sur le bien-être des sociétés humaines et la préservation de l'environnement naturel.